



ette lettre a pour vocation de vous informer à la fois des activités à venir organisées par l'association, des nouveautés intervenues sur le site **Euromed-IHEDN**, de vous communiquer, le cas échéant, le point sur d'éventuels événements concernant la

Méditerranée et de vous présenter des personnalités liées à notre association et œuvrant pour la rapprochement des deux rives de la Méditerranée.

C'est le cas ce mois-ci avec un Focus sur **Paul BALTA** et un « **Focus spécial sur la Tunisie** ».

Marion FALLOT - *Chargée de la rédaction*

SOMMAIRE

**CONFÉRENCES
OUVERTES À L'INSCRIPTION**
voir ci-contre

CONFÉRENCES À VENIR
page 2

ACTUALITÉS
www.euromed-ihedn.fr
page 2

FOCUS SUR PAUL BALTA
page 3

FOCUS SUR LA TUNISIE
pages 4 et 5

CONFÉRENCES OUVERTES À L'INSCRIPTION

CONFÉRENCE MENSUELLE À PARIS

Mercredi 9 février 2011, à 19 h,

Jean-Paul CHAGNOLLAUD, fera le
« **Point de situation sur le Proche Orient** », amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

Inscriptions à la conférence prises jusqu'au 5 février

Pour s'inscrire directement :

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner avec le conférencier :

Inscriptions au dîner prises jusqu'au 4 février dans la mesure des places disponibles le montant du dîner est désormais de 40 €.

Les chèques sont à libeller au nom du restaurant LA TERRASSE.

CONFÉRENCE MENSUELLE À MARSEILLE

Lundi 14 février 2011 à 19 h,

Fabio LIBERTI, parlera de
« **L'Italie, ambition, stratégie et rôle en Méditerranée** », amphithéâtre Yrsen, à l'Institut de médecine tropicale, boulevard Livon.

Inscriptions à la conférence prises jusqu'au 11 février

Pour s'inscrire directement :

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner avec le conférencier :

Inscriptions au dîner prises jusqu'au 10 février dans la mesure des places disponibles le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom du restaurant LES ARCENAUXX .



CONFÉRENCES

À VENIR

Les prochaines conférences programmées à Paris et Marseille sont les suivantes :

A PARIS

Mercredi 2 mars,
Akram BELKAÏD, traitera de
 « **Algérie : quelle politique économique ?** »

Mercredi 27 avril,
François NICOULLAUD, traitera de le
 « **La stratégie iranienne, conséquences pour le monde méditerranéen et proche-oriental** »

A MARSEILLE

Lundi 28 mars,
François NICOULLAUD, traitera de
 « **La stratégie iranienne, conséquences pour le monde méditerranéen et proche-oriental** »

Lundi 11 avril,
Henry MARTY-GAUQUIÉ traitera de
 « **Crise et sortie de crise en Méditerranée : enjeux, risques et réponses** »

ACTUALITÉS

DU SITE EUROMED-IHEDN

www.euromed-ihedn.fr

La dernière mise à jour du 24 janvier 2011 comporte les éléments suivants :

Partie réservée aux membres de l'Association :

- Mise en ligne des photos des dernières conférences, à Marseille et à Paris
- Mise en ligne de la conférence de **Michel MASSON** « Le Rens' et la Méditerranée »
- Mise en ligne d'un article de **Gonzalo ESCRIBANO** « Requiem pour la Méditerranée »
- Mise en ligne de deux articles sur « La révolution du Jasmin », écrits par deux prêtres de la Mission en Tunisie



Sur le site sans restriction :

Les conférences de MM **Guillaume ALMÉRAS**, **Henry MARTY-GAUQUIÉ** et **Jean-Yves MOISSERON** prononcées à l'occasion des Rencontres de Cybèle.



FOCUS SUR L'UN DE NOS MEMBRES PAUL BALTA



Tout a poussé Paul à devenir au fil des ans un « MÉDITERRANÉISTE », terme qu'il a forgé pour se définir et définir ceux qui sont issus de la Méditerranée puis par extension ceux qui en sont les spécialistes.

Issu de la Méditerranée, il l'est assurément : ses deux familles sont originaires du Liban, d'Égypte et de Chypre. Son grand-père paternel, émigré en France, devenu Français, épouse une Lorraine, puis décide de repartir en Égypte. Ses trois enfants choisiront chacun une nationalité différente : grecque, maltaise et française. Et c'est à Alexandrie que naîtra Paul, petit Français de Méditerranée... Il ira au collège Saint-Marc, haut lieu de la francophonie, un des ciments de la société alexandrine de l'époque.

Venu à Paris pour suivre ses études, Paul fait un constat qui l'accable : au lycée Louis le Grand, ses camarades, imbattables sur la Grèce et Rome, ignorent tout du monde arabe et de l'islam. Il décide alors de devenir un passeur entre les deux rives afin qu'elles apprennent à se connaître. Il deviendra journaliste et écrivain.

Il travaille d'abord au Centre de documentation du CNRS, puis rejoint des journaux et revues mythiques : *Combat*, *Esprit*, *Les Temps Modernes*. En 1950, il entre à l'agence *Associated Press* qu'il quitte pour *Paris-Presse l'Intransigeant*. En 1970, Paul rejoint *Le Monde* où, pendant 15 ans, il est tour à tour au desk, correspondant au Maghreb (1973-1978), envoyé spécial en Iran, chef du service Proche-Orient...

En 1985, une nouvelle vie professionnelle commence. L'université Paris III Sorbonne Nouvelle fait appel à lui : il sauve et dirige le Centre d'études de l'Orient contemporain, menacé de disparition.

Au fil des ans, Paul a rencontré les grands de ce monde, interviewé de Gaulle, Nasser, Pompidou, Saddam Hussein,... et Boumediene, qui lui a accordé cinquante heures d'entretiens. Mais il a également rencontré Claudine Rulleau, devenue sa femme, avec qui il a non seulement fondé une famille mais encore co-écrit plusieurs livres.

Paul et Claudine comptent parmi les tous premiers membres de notre association et participent activement à toutes ses activités.

Bibliographie complète téléchargeable sur
www.euromed-ihedn.fr/files/janvier_2011_-_bibliographie_paul_balta.pdf



FOCUS SUR LA TUNISIE

Par le Contre-amiral (2S)
Jean-François COUSTILLIÈRE
Directeur Euromed-IHEDN



L'événement qu'a connu la Tunisie, durant ce mois de janvier 2011, a été une formidable surprise à laquelle succède aujourd'hui nombre d'interrogations. Cette situation n'est pas surprenante et bien sûr, comme après toute révolution, du devenir de cette situation dépend l'avenir de la société tunisienne : l'étendue de ses libertés, sa capacité à se gouverner et la défense des ses droits.

Mais là ne s'arrêtent pas les conséquences de la « Révolution du jasmin ». Selon le chemin que prendra la Tunisie « nouvelle » son exemple peut infléchir l'attitude des populations des pays voisins et peut être plus largement celle des pays arabes « frères ». Or rien dans ce domaine n'est assuré, ni le chemin que la Tunisie empruntera, ni l'étendue de l'impact sur son voisinage.

Une chose est cependant certaine, cet événement constitue en relations internationales une véritable fracture : les choses ne seront plus les mêmes y compris si cette révolution débouche sur un retour en arrière. Le seul fait qu'elle ait pu aboutir au départ du Président Ben Ali modifie sensiblement les appréciations et les analyses d'où qu'elles viennent.

C'est pourquoi il importe de suivre l'évolution des événements et de s'efforcer d'imaginer les actions qui pourraient être entreprises pour soutenir les choix de la population dans l'hypothèse où elle ferait la demande d'une telle aide.

Certes, la grande majorité des Tunisiens est fière et heureuse de ce que la jeunesse a réalisé. La joie a été fortement et globalement très partagée. Ben Ali est parti et le sentiment de soulagement habite la plupart des citoyens, mais certainement pas tous et c'est bien là que commencent les difficultés.

Mais il convient à présent de faire en sorte que cet événement se transforme en un élan à caractère démocratique, puisqu'il semble que ce soit l'aspiration de la population, qui aspire par là à un meilleur avenir.

La plus grande confusion existe :

- Une jeunesse qui redoute de voir sa révolution confisquée et qui peut être amenée à exiger des garanties contraires à l'intérêt général ;
- Des conservateurs à l'affût d'une occasion de remettre la main sur les commandes voire de jouer la carte d'un homme providentiel qui reviendrait aux bonnes vieilles habitudes ;
- Des revanchards revenus de l'étranger avec des certitudes dont on ne sait pas jusqu'à quel point elles sont partagées réellement par la population ;
- Des « démocrates » aussi nombreux que divisés qui ont peu d'expérience des responsabilités publiques et ont de la peine à accepter les compromis indispensables de la vie politique ;
- Des « religieux » dont l'agenda et le programme restent assez peu lisibles.



Mais il existe aussi de très nombreux Tunisiens de bonne volonté, capables, courageux et attachés à l'intérêt national qui constituent des forces vives utilisables dans la transparence pour le plus grand profit du pays.

L'enjeu est là. Comment ces diverses composantes vont-elles s'articuler pour élaborer un véritable gouvernement d'union nationale au-delà des intérêts partisans, en impliquant toutes les sensibilités sans exception mais sans dominant, jusqu'à ce que les élections viennent désigner la composante majoritaire ?

Aujourd'hui, il semble que la Tunisie soit encore loin d'une solution répondant à ces caractéristiques. Les maladresses se sont accumulées : choix de trop nombreux ministres issus de l'ancienne équipe, éviction de composantes pourtant constitutives de la diversité des sensibilités de la population. Des positions manichéennes ont rejeté tout compromis. Des déclarations sans concession ont poussé à l'ostracisme.

La démocratie ne peut pas être décrétée par une partie de la population contre les autres. La démocratie est un partage et nullement une propriété privée que d'aucuns pourraient s'attribuer comme on s'auto-attribue une prérogative.

Si cette condition n'est pas respectée, l'Etat de droit et la bonne gouvernance souhaités seront remplacés par un autoritarisme, certes différent du précédent mais présentant les mêmes outrances. Or tout le monde n'a pas intérêt aujourd'hui à une évolution vers plus de démocratie. A l'intérieur tout d'abord, en raison de conflits d'intérêts propres, mais à l'extérieur aussi. Les voisins tout d'abord font déjà l'objet de suspicion, mais aussi les pays « frères » et bien sûr les puissances occidentales. Là est le vrai danger. A trop tarder à trouver ce gouvernement d'union nationale, la porte des ingérences, toujours prêtes à profiter des tiraillements internes, s'ouvre largement. Le mécontentement qui peut se développer devant l'incapacité à construire assez vite les outils du progrès peut

non seulement faire naître un nouvel autoritarisme mais aussi être mis à profit de l'extérieur pour des intérêts très différents de ceux de la nation tunisienne.

Ce danger concerne les Tunisiens qui doivent choisir eux-mêmes, et seulement eux-mêmes la voie qu'ils souhaitent emprunter.

Il concerne aussi leurs voisins, notamment européens, qui doivent suivre avec soin les événements et se tenir prêts à soutenir, à sa demande, le choix du peuple tunisien notamment par des déclarations, mais aussi par des contributions restant à définir en partenariat réel. Ensuite, quand les choses se seront stabilisées et que le gouvernement d'union nationale - enfin trouvé - se sera mis au travail notamment en vue des élections, il conviendra de mobiliser les forces françaises et européennes pour soutenir la démarche entreprise, sous réserve qu'elle prenne un tour démocratique, afin d'aider puissamment ce pays à repartir avec dynamisme et faire que cet événement devienne un exemple à suivre pour les autres.

En effet, l'hypothèse de l'émergence en Tunisie d'un système libéré de l'autoritarisme qui permette une meilleure gouvernance et plus de libertés, constituerait pour les populations voisines une véritable démonstration qu'un autre avenir est possible pour elles. Nous devons contribuer à ce succès, pour eux tous, mais aussi dans notre intérêt en Europe.

L'enjeu est considérable. Il nous faut faire pression sur nos décideurs pour qu'ils le comprennent et s'engagent dans cette voie sans tarder ni hésiter. C'est cette détermination dans l'engagement qui fera que les risques qu'ils redoutent pourront être évités. Le soutien à des pouvoirs autoritaires pouvait, peut être, se justifier pour des raisons de realpolitik quand aucun autre type d'autorité ne semblait possible. Aujourd'hui, un autre type d'autorité émerge, il n'est pas concevable de ne pas fortement s'engager pour lui donner toutes les chances de réussir. **Tel est le défi qui nous est posé, en Tunisie au moins.**